



PRÉFÈTE DE SEINE-ET-MARNE

**DIRECTION REGIONALE ET
INTERDEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'ENERGIE D'ILE-DE-FRANCE**

Unité territoriale de Seine-et-Marne

Arrêté préfectoral n° 2014/DRIEE/UT77/003

de mise en demeure à l'encontre de Maître Yves COUDRAY, en sa qualité de mandataire judiciaire de la société PREVENT GLASS sise rue du Gâtinais à BAGNEAUX-SUR-LOING (77167)

La préfète de Seine-et-Marne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

VU le Code de l'environnement, Livre V, Titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret du Président de la République en date du 12 juillet 2012 portant nomination de Madame Nicole KLEIN, Préfète de Seine et Marne,

VU l'arrêté préfectoral n°13/PCAD/84 DRIEE du 27 août 2013 donnant délégation de signature à Monsieur Alain VALLET, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France,

VU l'arrêté n° 2013 DRIEE IdF 84 du 11 septembre 2013 portant subdélégation de signature,

VU l'arrêté préfectoral n° 05 DAIDD IC 086 12 décembre 2005 réglementant l'activité de la société PREVENT GLASS pour le site qu'elle exploite à Bagneaux-sur-Loing,

VU le mémoire relatif à la cessation d'activité de l'établissement PREVENT GLASS à Bagneaux-sur-Loing transmis par courrier en date du 26 octobre 2012 par Maître Yves COUDRAY en sa qualité de mandataire judiciaire,

VU le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Ile de France n° E/13-2715 du 07 novembre 2013 consécutif à la visite effectuée le 18 octobre 2013 dans l'établissement de la Société PREVENT GLASS à Bagneaux-sur-Loing,

CONSIDERANT que la société PREVENT GLASS a cessé son activité en mai 2012 suite à une liquidation judiciaire,

CONSIDERANT qu'en raison de la liquidation judiciaire, la responsabilité de la mise en sécurité du site de PREVENT GLASS revient au mandataire judiciaire Maître Yves COUDRAY,

CONSIDERANT que lors de sa visite du 18 octobre 2013 sur le site de PREVENT GLASS, l'inspection des installations classées a constaté la présence encore sur le site de divers produits et déchets dangereux,

CONSIDERANT en conséquence que la mise en sécurité du site n'est pas assurée contrairement aux dispositions de l'article 6 du titre 2 de l'arrêté préfectoral n° 05 DAIDD IC 086 du 12 décembre 2005,

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il n'a pas été établi que toutes les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ont bien été prises,

Sur proposition du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Ile-de-France ;

ARRÊTE

Article 1 :

Maître Yves COUDRAY, dont l'adresse de correspondance est Résidence le Dauphin – 50 bd Aristide Briand – 77007 MELUN CEDEX est mis en demeure en sa qualité de mandataire judiciaire de l'établissement PREVENT GLASS situé sur la commune de BAGNEAUX-SUR-LOING, de respecter dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

– l'article 6 du titre 2 de l'arrêté préfectoral n° 05 DAIDD IC 086 du 12 décembre 2005 :

- en mettant en œuvre les actions nécessaires pour assurer la mise en sécurité du site de PREVENT GLASS et notamment en faisant éliminer vers des filières appropriées les produits et déchets dangereux encore présents sur le site.

Article 2 :

Faute d'obtempérer à la présente injonction dans le délai imparti, le responsable précité sera passible des sanctions tant pénales qu'administratives prévues par les textes relatifs aux installations classées.

Article 3 : DELAI ET VOIES DE RECOURS (art. L. 514-6 du Code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif (Tribunal Administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
 - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article 1er, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.
- Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le

voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 :

- le Secrétaire Générale de la Préfecture,
- Mme la Sous-Préfète de Fontainebleau,
- le Directeur Régional et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Ile de France à Paris,
- le Chef de l'Unité Territoriale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Ile de France à Savigny le Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à Maître COUDRAY en sa qualité de mandataire judiciaire de la société PREVENT GLASS à Bagneaux-sur-Loing, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 09 janvier 2014

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Seine-et-Marne

signé

Guillaume BAILLY

Pour ampliation
La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Seine-et-Marne,



Guillaume BAILLY

DESTINATAIRES :

- Maître COUDRAY,
- Mme la sous-préfète de Fontainebleau,
- M. le Maire de Bagneaux-sur-Loing,
- SDIS,
- M. le Chef de l'Unité Territoriale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Ile de France,
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Ile de France à Paris,
- SIDPC,
- DCSE Pôle des Procédures d'Utilité Publique.

